

Emploi : l'obscénité des engagements de Hollande

Article publié dans « *Tout est à nous* » du 10 janvier 2013

Cinq ans après le déclenchement de la crise, le gouvernement de « gauche » n'a qu'un seul programme : s'adapter aux exigences de la logique capitaliste, et donc redoubler les attaques pour restaurer la « compétitivité » des capitalistes français. Car la France est en effet « en retard » sur ses principaux concurrents dans son « agenda » antisocial. Si Hollande et Ayrault jouissent déjà d'une impopularité record, ils gardent la confiance du grand patronat, qui espère beaucoup de la « gauche ». Ainsi, H.P. Keitel, dirigeant de la fédération patronale allemande de l'industrie, explique sans langue de bois : *« lorsqu'un pays doit procéder à des réformes majeures de politique économique, il vaut mieux que le gouvernement ne soit pas d'une couleur politique qui le rende suspect d'être favorable aux entreprises (...) La France a la chance d'avoir une telle constellation politique, avec une large majorité pour entreprendre les réformes nécessaires. Cela me rend confiant »* (*Le Monde*, 4 décembre).

D'ors et déjà, il est acquis que l'objectif de 0,8% de croissance en 2013 ne sera pas atteint. L'INSEE, pourtant peu enclin à noircir le tableau, anticipe une croissance à peu près nulle jusqu'à mi-2013. L'investissement des entreprises va baisser en début d'année, et les capitalistes vont supprimer des emplois pour redresser leur profitabilité. Ils espèrent également bénéficier de la prochaine réforme du marché du travail (négociée actuellement avec les « partenaires » syndicaux) pour dégraisser plus facilement. Il est en tout cas certain que le taux de chômage *officiel* va augmenter ces prochains mois, pour atteindre selon l'INSEE 10,9% (DOM compris) en juin 2013 contre 9,5% en juin 2011 et 7,7% en juin 2008, se rapprochant du record historique de 1997 (11,2%).

Que penser alors de l'engagement de Hollande d'« inverser » la courbe du chômage d'ici fin 2013 ? Il nous prend pour des imbéciles. En effet, si le taux de chômage augmente de 10% entre janvier et novembre, et baisse de 0,1% en décembre, faudra-t-il s'en féliciter ? Surtout, il faut être conscient que ce taux officiel ne recense qu'une partie des chômeurs réels. Tous ceux qui ne cherchent pas « activement » un emploi (car la théorie bourgeoise dominante estime qu'une partie des chômeurs l'est volontairement, préférant le loisir au travail) ou travaillent à temps partiel sont par exemple « sortis » des statistiques. Cette falsification des statistiques du chômage est donc inscrite dans la méthode et les présupposés idéologiques de la théorie bourgeoise. Et cela permet au gouvernement d'afficher un taux de chômage relativement bas (et donc politiquement « tenable ») tout en bénéficiant d'une armée industrielle de réserve massive qui fait pression à la baisse sur les salaires.

L'approfondissement de la crise ne laisse qu'une seule marge de manœuvre au gouvernement : celle de multiplier les opérations de communication et les engagements bidon. La survie du capitalisme passe au mieux par l'accentuation des politiques d'austérité, au pire par des catastrophes terribles (effondrement économique, guerre) qui seules peuvent relancer l'accumulation. C'est pourquoi il est vital de se battre pour abattre ce système, ses trusts capitalistes et son État.

Gaston Lefranc